COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
Du 26 Nov. Au 02 Déc. 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

- **Coopération……3**
- **Signature d'une Convention de financement portant sur un nouvel appui de l'Union européenne à la Commission de l'océan Indien**
- **Sommet de la Francophonie……4**
- **Le Sommet de la Francophonie, aussi « celui de l'Indianocéanie », selon Michaëlle Jean**
- **COI-OIF : Le sommet de la Francophonie, aussi <Celui de l'Indianocéanie > , selon Michaëlle Jean**
- **Les Seychelles et Madagascar veulent élargir leur coopération dans la pêche et l'agriculture**
- **Les Seychelles Soutiennent la lutte contre le changement climatique au sommet de la Francophonie**
- **Sommet de la Francophonie : Les Pays des Cinq Continents unis pour la langue française**
- **Interview de Béatrice Atallah……17**
- **Madagascar – Béatrice Atallah : « Nous essayons de construire une relation dépassionnée avec la France »**
- **Tourisme……20**
- **Tourisme : 1 265000 visiteurs attendus en 2017**
- **Entreprenariat……22**
- **Synergie Jeunes invite des facilitateurs de la coopération entrepreneuriale inter-îles**
- **Pêche……24**
- **Economie Bleue : Maurice et l'Australie unissent leurs forces**

Coopération

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

Signature d'une Convention de financement portant sur un nouvel appui de l'Union européenne à la Commission de l'océan Indien

L'Union européenne est le premier partenaire au développement de la Commission de l'océan Indien. Ce partenariat noué depuis trente ans a permis à la COI de conduire de nombreuses actions en faveur du développement durable, de la croissance et de la sécurité.

Aujourd'hui, l'Union européenne finance sept projets de coopération mis en œuvre par la COI en matière de gestion et surveillance des pêches, d'adaptation aux changements climatiques, de préservation et valorisation de la biodiversité ou encore des énergies renouvelables.

Dans le cadre du 11e Fonds européen de développement, l'Union européenne amplifie son aide à la grande région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien.

Le projet d'Appui institutionnel (INCA) d'une durée de cinq ans devra permettre à la COI de renforcer ses capacités internes de gestion, suivi et évaluation des projets dans la perspective de l'obtention de l'accord de contribution avec l'Union européenne.

http://www.maurice-info.mu/signature-dune-convention-de-financement-portant-nouvel-appui-de-lunion-europeenne-a-commission-de-locean-indien.html

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

Le Sommet de la Francophonie, aussi « celui de l'Indianocéanie », selon Michaëlle Jean

29 Novembre 2016

A l'occasion du Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Madagascar les 26 et 27 novembre, le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, s'est longuement entretenu avec Michaëlle Jean, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Il a également rencontré André Vallini, président en exercice du Conseil de la COI et Secrétaire d'Etat français chargé du Développement et de la Francophonie.
Lors de son entretien avec Michaëlle Jean, le 28 novembre 2016, le Secrétaire général de la COI et son homologue de l'OIF ont fait le point sur la feuille de route adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis dans la capitale malgache. Pour Michaëlle Jean, ce Sommet d'Antananarivo était aussi « le Sommet de l'Indianocéanie ». Elle signifiait ainsi les convergences de vue qui prévalent entre l'OIF et la COI, « seule organisation intergouvernementale d'Afrique exclusivement francophone » comme l'a rappelé Madi Hamada.
La Secrétaire générale de l'OIF a insisté sur la mise en œuvre de la stratégie économique de son organisation et sur la contribution que pourrait apporter la COI dans le domaine de l'économie bleue comme de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes.
Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OIF ont d'ailleurs appelé à la mise en place d'un réseau des femmes entrepreneures à l'échelle de l'espace francophone. Pour Madi Hamada, l'expérience de la COI en soutien au réseau Entreprendre au féminin océan Indien offre un cadre de référence concret pour ce projet de l'OIF. Manifestement intéressée, la Secrétaire générale de l'OIF a invité la COI à participer au Forum des femmes entrepreneures francophones qui se tiendra à Bucarest en 2017.

Madi Hamada et Michaëlle Jean ont particulièrement souligné la nécessité de traduire en actions l'accord de coopération modernisé signé en juin dernier entre les deux organisations, notamment dans le domaine de « la sécurité globale, sur tous les fronts ». Une réunion de travail est prévue au début de l'année 2017 pour adopter un plan d'actions commun qui pourrait toucher aux questions de sécurité, de tourisme durable ou d'entrepreneuriat, entre autres.
Ce rapprochement entre la COI et l'OIF pourra également se matérialiser avec la concrétisation rapide, à l'occasion du prochain Conseil des ministres de la COI, de l'octroi d'un statut d'observateur sur une base réciproque.
En matière d'éducation et de promotion culturelle, les deux Secrétaires généraux ont retenu que :
– Le nouvel Institut francophone de l'éducation et de la formation de l'OIF, basé à Dakar, pourrait aider à répondre aux enjeux d'éducation en Indianocéanie ;
– Le projet de l'Iconothèque historique de l'océan Indien, soutenu par la COI, contribue concrètement à la promotion de la diversité culturelle et de la langue française.
Le 25 novembre, Madi Hamada a été reçu par le président du Conseil de la COI, André Vallini. Les deux responsables de la COI ont évoqué les principaux dossiers en cours dans l'organisation régionale. Ils ont notamment convenu que se tiendrait dans le courant du mois de février 2017 le prochain conseil de la COI qui sera également le dernier de l'actuelle présidence française.
Lors de son déplacement à Madagascar, Madi Hamada a également rencontré Jean-Marc Châtaignier, Directeur général délégué de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), au sujet de la mise en œuvre du projet de Grand Observatoire de l'océan Indien.
Afin de préparer la mise en place de ce projet, l'IRD a mis à disposition de la COI un chercheur de haut niveau épaulé par un volontaire de solidarité internationale de La Réunion, qui travailleront prioritairement sur la constitution de base de données et d'observation concernant les climats et les grands écosystèmes marins de l'océan Indien.
Le Grand Observatoire de l'océan Indien réunira les enjeux scientifiques autour de deux axes :
– Les risques environnementaux et sanitaires ;
– La biodiversité, les ressources et les services écosystémiques associés aux milieux terrestres et marins.
Ce projet bénéficiera de l'expérience acquise par l'IRD et ses partenaires sur le Grand Observatoire du Pacifique Sud. Il devra évoluer pour s'adapter aux conditions et besoins particuliers de l'Indianocéanie et de ses Etats membres.
L'IRD et la COI ont décidé de créer un comité scientifique conjoint permettant d'assurer un pilotage du Grand Observatoire. Ces questions seront abordées prochainement à la COI lors de la visite de travail de

Laurent Dagorn, directeur de l'unité de recherche MARBEC (MARine Biodiversity, Exploitation and Conservation) à l'IRD, au début du mois de décembre.
Qu'est-ce qu'un Grand Observatoire ?
Les objectifs d'un Grand Observatoire sont les suivants :
– Apporter des bases scientifiques aux politiques publiques liées aux enjeux sociétaux ;
– Soutenir les systèmes et les réseaux d'observation, les plateformes et les stations de recherche ainsi que les filières d'enseignement supérieur existantes ;
– Favoriser la coopération entre les institutions de recherche et d'enseignement supérieur de la région ;
– Promouvoir toute action de partenariat entre acteurs publics et privés, notamment en ce qui concerne la valorisation et l'expertise.
Un Grand Observatoire se positionne à l'échelle régionale avec pour principes :
– Le partage des données et des plateformes existantes pour améliorer l'efficacité et limiter les coûts ;
– La mise en œuvre d'approches à large échelle et sur le long terme ;
– L'ancrage des liens académiques et des programmes de recherche avec les pays voisins.
http://www.maurice-info.mu/sommet-de-francophonie-celui-de-lindianoceanie-selon-michaelle-jean.html

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Site d'information des Comores. Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu

29 Nov 2016

COI-OIF : Le Sommet de la Francophonie, aussi « celui de l'Indianocéanie », selon Michaëlle Jean

Hakim AHAMED ZOUBEIRI 12:02:00

© www.habarizacomores.com (Habari Za Comores)-
J'aime Partager 18 K personnes aiment ça. Inscription pour voir ce que vos amis aiment.

A l'occasion du Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Madagascar les 26 et 27 novembre, le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, s'est longuement entretenu avec Michaëlle Jean, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Il a également rencontré André Vallini, président en exercice du Conseil de la COI et Secrétaire d'Etat français chargé du Développement et de la Francophonie.



Lors de son entretien avec Michaëlle Jean, le 28 novembre 2016, le Secrétaire général de la COI et son homologue de l'OIF ont fait le point sur la feuille de route adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement réunis dans la capitale malgache. Pour Michaëlle Jean, ce Sommet d'Antananarivo était aussi « le Sommet de l'Indianocéanie ». Elle signifiait ainsi les convergences de vue qui prévalent entre l'OIF et la COI, « seule organisation intergouvernementale d'Afrique exclusivement francophone » comme l'a rappelé Madi Hamada.

La Secrétaire générale de l'OIF a insisté sur la mise en œuvre de la stratégie économique de son organisation et sur la contribution que pourrait apporter la COI dans le domaine de l'économie bleue comme de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OIF ont d'ailleurs appelé à la mise en place d'un réseau des femmes entrepreneures à l'échelle de l'espace francophone. Pour Madi Hamada, l'expérience de la COI en soutien au réseau Entreprendre au féminin océan Indien offre un cadre de référence concret pour ce projet de l'OIF. Manifestement intéressée, la Secrétaire générale de l'OIF a invité la COI à participer au Forum des femmes entrepreneures francophones qui se tiendra à Bucarest en 2017.

Madi Hamada et Michaëlle Jean ont particulièrement souligné la nécessité de traduire en actions l'accord de coopération modernisé signé en juin dernier entre les deux organisations, notamment dans le domaine de « la sécurité globale, sur tous les fronts ». Une réunion de travail est prévue au début de l'année 2017 pour adopter un plan d'actions commun qui pourrait toucher aux questions de sécurité, de tourisme durable ou d'entrepreneuriat, entre autres.

Ce rapprochement entre la COI et l'OIF pourra également se matérialiser avec la concrétisation rapide, à l'occasion du prochain Conseil des ministres de la COI, de l'octroi d'un statut d'observateur sur une base réciproque.

En matière d'éducation et de promotion culturelle, les deux Secrétaires généraux ont retenu que :

- Le nouvel Institut francophone de l'éducation et de la formation de l'OIF, basé à Dakar, pourrait aider à répondre aux enjeux d'éducation en Indianocéanie ;
- Le projet de l'Iconothèque historique de l'océan Indien, soutenu par la COI, contribue concrètement à la promotion de la diversité culturelle et de la langue française.

©COI

http://www.habarizacomores.com/2016/11/coi-oif-le-sommet-de-la-francophonie.html

Les Seychelles et Madagascar veulent élargir leur coopération dans la pêche et l'agriculture



November 28, 2016

Le président des Seychelles, Danny Faure(G), et son homologue de Madagascar, Hery Rajaonarimampianiana, (State House)

(Seychelles News Agency) - Le président des Seychelles, **Danny Faure**, et son homologue de Madagascar, **Hery Rajaonarimampianiana**, se sont engagés à établir un partenariat dans les domaines de la **pêche** et de l'agriculture lors d'une réunion en marge du 16e Sommet de la Francophonie.

Une délégation des Seychelles devrait bientôt se rendre à Madagascar.

La **pêche** est le deuxième pilier de l'économie des Seychelles.

Au cours de leurs discussions, les deux chefs d'État ont abordé les perspectives de consolider les relations entre Madagascar et les Seychelles, un archipel de 115 îles de l'Océan Indien occidental.

Selon un communiqué, Faure et Rajaonarimampianiana ont exprimé leur satisfaction pour l'amitié et de la coopération qui existe entre les deux pays au sein de la **Commission de l'Océan Indien (COI).**

La question de la sécurité maritime a également été discutée et le président Faure a déclaré: «Sur ce sujet, nos deux pays partagent une cause commune pour assurer un suivi efficace de nos zones économiques exclusives et de tout l'espace dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien.

Il a été convenu par les deux chefs d'État qu'un accord général sera mis en place pour superviser la coopération dans ces domaines.

Les Seychelles et Madagascar sont également préoccupés par la sécurité, la paix, le développement durable et la lutte contre le changement climatique.

Faure et Rajaonarimampianiana se sont félicités des liens aériens directs entre les deux pays qui, selon eux, sont essentiels au développement du commerce, du tourisme et d'autres secteurs.

En août de cette année, la compagnie aérienne malgache Air Madagascar a élargi son accord de partage de code avec la compagnie aérienne nationale des Seychelles en utilisant son code «MD» sur quatre vols hebdomadaires d'**Air Seychelles** à Antananarivo, capitale de Madagascar et sur quatre services hebdomadaires d'**Air Seychelles** Entre les Seychelles et Abu Dhabi.

Dialogue bilatéral entre les Seychelles et les Comores

Le président des Seychelles, **Danny Faure**, a également rencontré le président des Comores, Azali Assoumani, pour discuter de questions liées au changement climatique, à la sécurité maritime, à la promotion de l'économie bleue et à la défense des petits États insulaires.

Faure et Assoumani ont convenu d'assurer la mise en œuvre des accords déjà signés entre les deux pays dans les domaines de la **pêche** et du tourisme. Ils ont dit que ces accords sont des leviers importants qui offrent un énorme potentiel en matière d'avantages socio-économiques pour leurs populations.

En tant qu'action prioritaire, le Président des Comores a sollicité le soutien des Seychelles pour le développement de leur industrie touristique.

- See more at:
http://www.seychellesnewsagency.com/articles/6353/Les+Seychelles+et+Madagascar+veulent+largir+leur+coopration+dans+la+pche+et+lagriculture#sthash.ZKNOXD5k.dpufhttp://www.seychellesnewsagency.com/articles/6353/Les+Seychelles+et+Madagascar+veulent+largir+leur+coopration+dans+la+pche+et+lagriculture

Les Seychelles Soutiennent la lutte contre le changement climatique au sommet de la Francophonie

November 27, 2016,



Photo de famille des dirigeants présents au 16e sommet des pays francophones à Madagascar avec le secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean. Le Président des Seychelles, Danny Faure, apparait en deuxième position à partir de la droite sur la première rangée. (State House) Licence Photo: CC-BY

(Seychelles News Agency) - Le Président des Seychelles, **Danny Faure**, s'est adressé au 16e **Sommet des pays francophones [Francophonie]** qui a eu lieu à **Antananarivo, Madagascar**, ce weekend, a indiqué un communiqué de State House dimanche.

L'intervention du Président Faure a porté sur **le développement durable**, **l'esprit d'entreprise** chez les femmes et les jeunes, ainsi que le changement climatique.

En ce qui concerne le **changement climatique**, le chef de l'Etat Seychellois a rappelé le récent sommet sur l'environnement qui s'est tenu à Marrakech, au Maroc, qui a défini une feuille de route pour l'action climatique globale de toutes les parties visant à atteindre l'objectif de l'Accord de Paris.

Le Président Faure a invité la Francophonie à participer activement à la lutte contre le changement climatique. Il a également déclaré que les Seychelles espèrent que la Francophonie sera en mesure de soutenir toutes ses aspirations, 2018 étant une année importante pour la participation des acteurs étatiques et non étatiques, lorsqu'il s'agit de financement pour soutenir l'action climatique.

Le 16e **sommet des pays francophones** s'est tenu sous le thème «Croissance partagée et développement responsable: des conditions de stabilité dans le monde et au sein de la Francophonie».

En commentant le thème, le président Faure a déclaré que cela était « en totale cohérence avec la politique nationale des Seychelles, qui place les gens au centre de tout développement ».

Selon le communiqué de State House, le Président des Seychelles a également souligné l'importance du projet de tourisme durable pour les petits États insulaires soutenu par la Francophonie. Il s'est également félicité de l'initiative de l'organisation visant à promouvoir **l'esprit d'entreprise** chez les femmes et les jeunes, leur permettant de s'engager dans des activités, d'être novateurs et de devenir les architectes de leur propre vie.

Le président Faure visite le stand des jeunes entrepreneurs

Avant le sommet, le président Faure a eu l'occasion de visiter le stand des Seychelles lors d'une exposition présentant des **jeunes entrepreneurs** de la région de l'Océan Indien. Le Directeur Général du Conseil national des Seychelles, Alvin Laurence, dirigeait les représentants de l'archipel - Daniel Dina faisant des travaux de métal et Vivienne Dodin dans les services de massage et de soins - lors de l'événement.

Le Salon a été organisé par la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports des pays francophones (CONFEJES). Il a réuni de jeunes entrepreneurs de l'Océan Indien et des Caraïbes et des promoteurs de six pays - les Comores, Djibouti, Haïti, **Madagascar, Maurice** et les Seychelles.

Le Président Faure a félicité les deux jeunes entrepreneurs seychellois pour leurs travaux créatifs et innovants et leur a souhaité beaucoup de succès dans leurs entreprises commerciales.





Le président Faure visite les stands des Seychellois Daniel Dina faisant des travaux de métal, et Vivienne Dodin dans les services de massage et de soins. (State House) Licence Photo: CC-BY

Le président Faure visite les stands des Seychellois Daniel Dina faisant des travaux de métal, et Vivienne Dodin dans les services de massage et de soins. (State House) Licence Photo: CC-BY

Le 16e **sommet des pays francophones** a été le premier à s'être tenu à **Madagascar** et le second à s'être tenu dans la région de l'Océan Indien après celui qui s'est tenu à **l'île Maurice** en 1993.

Entretiens bilatéraux île Maurice-Seychelles: la coopération économique et sanitaire mise en évidence

En marge du sommet, le Président Faure a également eu des entretiens bilatéraux avec le **Premier Ministre** de **l'île Maurice** Anerood Jugnauth.

Sur les liens économiques, le **Premier Ministre** Jugnauth a invité le chef de l'Etat Seychellois au **Forum Economique** qui se tiendra à **l'île Maurice** le 27 mars prochain, sous l'égide de l'Union africaine. Le **Premier Ministre** Mauricien a également invité le Président Faure pour une visite officielle à **l'île Maurice** en 2017.

Le communiqué ajoute que les questions **sanitaires** et sociales dont la toxicomanie, qui touche actuellement les deux pays, ont également été discutées.

« **L'île Maurice** a accepté de partager son expertise et son expérience avec les Seychelles et d'aider à soutenir les programmes de réhabilitation du pays », a ajouté le communiqué. « Les deux dirigeants ont également examiné la coopération dans le secteur de la **santé** en mettant l'accent sur le recrutement de médecins mauriciens pour les Seychelles ».

En marge du sommet, le Président Faure a également eu des entretiens bilatéraux avec le **Premier Ministre** de **l'île Maurice** Anerood Jugnauth. (State House) Licence Photo: CC-BY

Le Président Faure a également promis le soutien des Seychelles à **l'île Maurice** dans ses efforts pour récupérer la souveraineté de **Chagos** du Royaume-Uni.

La majorité des quelque 2 000 Chagossiens expulsés de force de l'archipel des **Chagos** dans l'Océan Indien lorsque le Royaume-Uni a loué l'île principale Diego Garcia aux États-Unis pour servir de base militaire en 1960, ont été exilés à l'île Maurice. Quelque 250 d'entre eux ont été déportés vers Mahé, l'île principale des Seychelles, entre 1967 et 1973, alors que le pays était encore une colonie britannique.

Une décision récente du gouvernement britannique a été rendue contre la réinstallation du peuple Chagossien sur leur île.

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/6345/Les+Seychelles+Soutiennent+la+lutte+contre+le+changement+climatique+au+sommet+de+la+Francophonie

Sommet de la Francophonie : Les Pays des Cinq Continents unis pour la langue française

23 novembre 2016



Le village de la Francophonie à Andohatapenaka.

Cette grande réunion se tient en terre Malgache du 22 au 27 Novembre 2016. Des chefs d'Etats et de gouvernement, des ministres et des hauts dignitaires d'une soixantaine de pays issus des cinq Continents vont donc débattre pendant cinq jours sur le thème de « croissance partagée » et de

développement responsable ainsi que sur les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone.

En réalité, cette manifestation sera divisée en plusieurs réunions. Le Conseil Permanent de la Francophonie (CPF) qui se tiendra dès ce 22 Novembre adoptera la proposition de programme. Les 23 et 24 Novembre ce seront les ministres qui tiendront leur Conférence Ministérielle de la Francophonie (CMF). Les travaux seront organisés sous la forme de réunions plénières ou à huis clos. L'arrivée des Chefs d'Etats, de gouvernement et de délégation pour le sommet est prévue le 25 Novembre. Bien sûr, une cérémonie solennelle d'ouverture, qui constitue un des moments forts du sommet se tiendra au centre de conférence internationale d'Ivato situé à 2,5 km de l'aéroport et à environ 15 km du centre-ville. Ce centre de conférence international avait été construit afin de pouvoir abriter ce même sommet de la Francophonie de 2010 mais celui-ci n'avait pu avoir lieu suite aux graves évènements qui ont ébranlé le pays à cette époque là. Ce site magnifique comprend un auditorium de 1000 personnes, une salle de 500 personnes, des salons, des bureaux, une cafétéria, une banque, une agence de voyage, deux restaurants et un centre de presse.

Un délégué général heureux. Mamy Rajaobelina le délégué général du XVI^{e} sommet de la Francophonie est fier et heureux à la fois, que ce grand rendez-vous, permettra à tous ces hôtes de découvrir son pays, son potentiel et ses qualités d'organisateurs de tels évènements. Chaque Nation va pouvoir présenter sa propre culture et rappeler l'héritage commun francophone. Cet évènement de prestige est également un moment de solidarité qui peut aussi déboucher sur des opportunités de développement.
Ce sommet de la Francophonie à Madagascar est aussi l'occasion de rappeler que la Grande île est associée aux Comores, à Maurice, à Mayotte, à la Réunion et avec les Seychelles dans une institution dénommée Commission de l'Océan Indien créée en 1983 à Victoria. Ces quatre pays et ces deux départements français peuvent aussi profiter de ce sommet pour rappeler et informer les autres nations des cinq continents sur l'œuvre réalisée depuis trente-trois ans dans de nombreux secteurs sociaux, économiques et culturels. Malgré tout, il faut que chaque partenaire de la COI défende avec beaucoup d'énergie ce patrimoine commun qui est la langue française notamment à travers la presse, la radio et la télévision.

Une chose est certaine, ce sommet sera une réussite. Les autorités ont fait beaucoup d'efforts et de sacrifices financiers. Cela sera payant d'autant plus que jusqu'alors l'image de Madagascar sur le plan international est méconnue ou pas très bien perçue.

Francis HERBET

http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2016/11/23/sommet-de-francophonie-pays-cinq-continents-unis-langue-francaise/

Interview de Béatrice Atallah

JEUNE AFRIQUE

Madagascar – Béatrice Atallah : « Nous essayons de construire une relation dépassionnée avec la France »

24 novembre 2016



L'ancienne magistrate, qui se veut apolitique, a été reconduite en avril dans ses fonctions de ministre des Affaires étrangères. Et elle entend bien, après une décennie tourmentée, faire rayonner la diplomatie malgache.

Béatrice Atallah, 57 ans, a toujours refusé d'appartenir à un parti et se présente comme une femme apolitique, au service de son pays. Elle a su gagner la confiance du président, Hery Rajaonarimampianina, dont elle était l'une des conseillères lorsqu'il était ministre des Finances et du Budget, durant la transition (2009-2013), avant d'incarner la neutralité en présidant la Commission électorale nationale indépendante de la transition (Cenit) pendant le processus d'organisation de la présidentielle et des législatives de décembre 2013, jusqu'à janvier 2015.

Un temps pressentie pour succéder à Kolo Roger à la primature, c'est le portefeuille des Affaires étrangères qui lui a été confié – « un ministère apolitique », répète-t-elle. Après la décennie d'instabilité que le pays a traversée, elle veut montrer une diplomatie malgache résolue, fédératrice et rayonnante. Et l'accueil du XVIe sommet de la Francophonie, les 26 et 27 novembre, devrait y contribuer.

Jeune Afrique : En quoi le sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) est-il si important pour Madagascar ?

Béatrice Atallah : Pour nous, cela signifie le grand retour de Madagascar sur la scène internationale. Il faut se rappeler que l'ancêtre de l'OIF, l'Organisation commune africaine et malgache, l'Ocam, est née ici, à Antananarivo, en février 1965. Plus de cinquante ans après, le symbole est fort. On attend de ce sommet une véritable fête des valeurs universelles que sont la paix, la démocratie, l'humanisme. Le pays revient de loin. Les Malgaches doivent être fiers. Ils doivent aussi montrer un visage apaisé.

L'accueil d'un tel événement représente par ailleurs une étape indispensable à la construction d'une économie de développement durable. Nous allons renforcer nos coopérations au sein de l'espace francophone, avec les quelque 90 pays représentés. Nous recevrons des centaines de personnalités, parmi lesquelles le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, ou encore le président français, François Hollande.

Les chefs d'État et dirigeants africains sont-ils nombreux à annoncer leur venue ?

Oui, notamment le roi du Maroc, Mohammed VI. Vous savez que Mohammed V a vécu en exil forcé à Antsirabe. À ce titre, Sa Majesté devrait visiter l'hôtel des Thermes, où a vécu son grand-père. Ce sera l'occasion de grandes retrouvailles diplomatiques avec le royaume chérifien, qui, au passage, a développé énormément de projets à Madagascar, comme la rénovation de l'hôpital mère-enfant Tsaralalàna HMET, à Antananarivo.

Nous aurons aussi la visite du président sénégalais, Macky Sall, celle du président ivoirien, Alassane Ouattara… La liste est longue. Nous en profiterons pour redynamiser la coopération entre pays francophones, principalement avec l'Afrique, mais aussi avec l'Asie. D'ailleurs, pour la première fois, le président vietnamien va se déplacer pour assister à un sommet de l'OIF. C'est un bon signe : Madagascar attise la curiosité. Et ce sommet va nous renforcer sur le plan international.

Quelles sont vos priorités en matière de diplomatie et de francophonie économiques ?

Depuis l'arrivée au pouvoir du président « Hery », nous cherchons à faire connaître notre savoir-faire, les avantages de notre île. Nous essayons

notamment de renforcer nos liens diplomatiques au sein de la Commission de l'océan Indien [COI]. Notre but est de créer de véritables ponts entre les îles de l'Indianocéanie afin de produire et d'échanger « local », en particulier dans les filières agricoles, pour assurer les objectifs de sécurité alimentaire.

À LIRE AUSSI :
Michaëlle Jean : « La Francophonie doit être partout où on ne l'attend pas »

Pour quelle raison un vice-ministère chargé de la Coopération et du Développement, dirigé par Bary Emmanuel Rafatrolaza, a-t-il été créé lors du remaniement d'avril ?

C'est un ministère à l'anglo-saxonne – tant pis pour la francophonie ! En effet, c'est moi qui, dès 2015, avais demandé au président d'être secondée en vue des nombreux voyages qui m'attendaient pour faire de nouveau entendre la voix de Madagascar dans le monde. Le président m'a écoutée.

Bary Emmanuel Rafatrolaza s'occupe davantage du volet économique et, à ce titre, il m'a représentée lors du sommet de l'Union africaine sur la sécurité maritime et le développement de l'Afrique, au Togo, le 15 octobre.

Sous la présidence de Marc Ravalomanana, certains observateurs soulignaient le tropisme anglo-saxon de la diplomatie malgache. Aujourd'hui, vos détracteurs vous reprochent d'avoir plutôt resserré les liens avec la France…

Nous essayons simplement de construire une relation dépassionnée avec la France. Elle est présente depuis longtemps sur la Grande Île, nous avons une langue en commun, des familles d'origine française sont installées à Madagascar depuis des générations, de très grandes entreprises françaises [Orange, Colas…] sont présentes chez nous, la France nous a envoyé des experts en protocole pour le déroulement du sommet de l'OIF… Nous avons rétabli une relation de confiance.

Y compris sur l'épineux dossier des îles Éparses ?

Le litige remonte à 1979 [date de la résolution de l'ONU qui ordonna à la France de restituer à Madagascar les îles dont la souveraineté avait été revendiquée par Ratsiraka en 1973]. Aujourd'hui, l'ONU invite la France à négocier avec Madagascar et, de notre côté, nous prêchons le dialogue.

Certes, il y a eu des manifestations dans le centre d'Antananarivo, certains agitent les tensions pour perturber le processus actuel. Mais depuis la rencontre entre les présidents français et malgache en 2014 à Paris, une commission mixte a été mise en place. Et j'ai été le premier chef de la diplomatie africaine à rencontrer mon homologue Jean-Marc

Ayrault lorsqu'il a été nommé. Nous avons bon espoir de voir les îles Éparses redevenir malgaches un jour

http://www.jeuneafrique.com/mag/373154/politique/madagascar-beatrice-atallah-essayons-de-construire-relation-depassionnee-france/

Tourisme

LeDEFIMEDIAGROUP

Tourisme : 1 265000 visiteurs attendus en 2017

28 NOVEMBRE 2016



Le taux de croissance du sceteur touristique sera de 9,9 %.

2016 s'annonce comme un grand cru pour le secteur touristique. Selon les dernières estimations de Statistics Mauritius, publiées dans son rapport sur le tourisme daté du vendredi 25 novembre, 1 265 000 touristes devraient visiter Maurice cette année. C'est 15 000 de plus que ce que prévoyait initialement l'agence. Pour rappel, selon Statistics Mauritius, en 2015, 1 151 252 touristes ont visité le pays. Si les estimations pour 2016 s'avèrent exactes, la croissance des arrivées touristiques de 2016 sera de 9,9%. La croissance devrait se poursuivre en 2017. L'agence table sur 1 320 000 arrivées

touristiques pour 2017 selon les dernières données disponibles et les informations recueillies auprès des opérateurs.

Les professionnels et les observateurs du tourisme ont l'habitude de l'affirmer : le plus important ce ne sont pas les arrivées, mais les recettes. Sur cet aspect, Statistics Mauritius cite la Banque de Maurice. La Banque Centrale revoit également ses estimations à la hausse. Selon ses calculs, les touristes devraient dépenser Rs 56,6 milliards en 2016. La BoM avait précédemment estimé ces dépenses à Rs 56 milliards. Les dernières estimations de la BoM représentent une hausse de 12,7% par rapport aux dépenses de 2015. Pour l'an prochain, la BoM prévoit des dépenses touristiques de Rs 59 milliards.

« Les autorités du tourisme se sont attaquées à la problématique de la saisonnalité avec beaucoup de volonté et de détermination. Les résultats sont au rendez-vous. Entre mai et octobre 2016, nous avons accueilli 60 000 touristes de plus, soit plus de la moitié des 114 000 arrivées supplémentaires de toute l'année. Les mois d'octobre et de novembre ont été exceptionnels. Nous ne serons nullement surpris si le chiffre final des arrivées en 2016 se rapproche davantage de la barre des 1,3 million. Tous nos marchés sont en croissance, sauf la Chine et la Russie. La Grande-Bretagne avec +10%, l'Inde avec +16%, et surtout l'Allemagne avec +40% de croissance depuis janvier sont très porteurs », commente Jocelyn Kwok, Chief Executive Officer de l'Association des Hôteliers et Restaurateurs de l'Île Maurice.

http://www.defimedia.info/tourisme-1-265-000-visiteurs-attendus-en-2017

Entreprenariat

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES HOMMES DE L'OCÉAN INDIEN

Synergie Jeunes invite des facilitateurs de la coopération entrepreneuriale inter-îles

24 NOV 2016



De gauche à droite : Thierry Fereol ; Moea Latrille, présidente de Synergie Jeunes Réunion ; Nicolas Bonin et Christophe Crescence. – Stéphant.

- ***Le réseau de jeunes entrepreneurs des îles de l'océan Indien a fait naître une effervescence qui appelle à une extension de partenariats publics et privés pouvant accélérer l'émergence d'une jeune Indianocéanie entreprenante.***

Accompagné, depuis sa création en 2013, par la Commission de l'Océan Indien (COI), Synergie Jeunes est une plateforme régionale qui regroupe environ 300 jeunes entrepreneurs de Maurice, de La Réunion, des Seychelles, de Madagascar et de l'Union des Comores. *« Synergie Jeunes développe un réseau basé sur la confiance, la motivation et des valeurs d'éthique, pour travailler ensemble à lever des barrières à l'entrepreneuriat et à la coopération entre les îles,* présente Moea Latrille, présidente de Synergie Jeunes Réunion*. »* L'association, dont le siège se situe à Maurice, organise chaque année le concours Ambition Jeune. Le plus grand rassemblement de jeunes entrepreneurs de la zone Océan Indien, qui a eu lieu à La Réunion, en 2015, et à Maurice en septembre 2016. *« Nous avons décidé d'élargir l'événement Ambition Jeune en organisant un Forum associé au concours Jeunes Entrepreneurs. L'ensemble se déroule sur 4 jours, dont deux jours consacrés au Forum Synergie Jeunes qui accueille des intervenants et s'organise en ateliers, tables rondes, débats, networking et success stories,* complète Moea Latrille*. »*

La COI finance le déplacement de 4 participants par pays membre ; deux entrepreneurs ou porteurs de projets candidats au concours, un membre pour le jury et un représentant local de Synergie Jeunes. L'association a désormais une dizaine de partenaires pérennes, ou ponctuels, dont la Jeune Chambre Internationale (JCI), et localement, la

Région Réunion, Nexa, la Technopole, l'Université, Sciences Réunion, le Transfo, le Club Export, Digital Réunion et l'Ordre des Experts comptables de La Réunion.

L'émergence d'une jeune Indianocéanie entreprenante

Chaque partenaire apporte un soutien qui peut être financier ou s'exprimer sous forme de conseil, d'expertise ou de logistique. Toujours dans le champ d'une coopération au sein de la zone Océan Indien. La dynamique née des événements Ambition Jeune, qui récompensent chaque année trois lauréats, entretient une effervescence croissante dans chaque communauté insulaire.

À La Réunion, Synergie Jeunes organise des Afterwork, des ateliers et des retours d'expérience REX Entrepreneuriat, fréquentés par une trentaine de jeunes entrepreneurs. L'association met en place des conventions avec des partenaires qui partagent ses valeurs. *« Nous encourageons la collaboration d'organismes privés, d'associations et d'institutions publiques, pour toute forme de contribution pouvant faciliter l'émergence d'une jeune Indianocéanie entreprenante, innovante et basée sur la coopération mutuelle,* appuie Moea Latrille*. »*

La vocation de Synergie Jeunes, qui minimise les frontières grâce au partage de savoir-faire et à une transmission interactive, équitable et efficace des opportunités, est d'étendre, à terme, son réseau, à tous les pays bordés par l'Océan Indien.

En 2016, à Maurice, Ambition Jeunes a élu Meilleur jeune entrepreneur la Comorienne Anturia Mihidjali, gérante de Nutrizion Food. La Réunionnaise Sonia Serra a été désignée Meilleur porteur de projet, pour « 8 000 Mondes », création de séries participatives radiophoniques et littéraires. Le coup de cœur du jury s'est porté sur le Seychellois Jimmy Port-Louis, pour son activité de pêche équitable Ocean Saviour. 10 000 euros de prix ont été partagés entre les trois lauréats. *« Cet événement est également l'occasion de détecter et d'apporter une visibilité aux projets prometteurs sur la zone, avec pour exemple la start-up malgache « Flore Aroma », lauréate de l'édition 2015, dont le parcours représente une véritable success story,* souligne Moea Latrille*. »*

La jeune entrepreneuse de 24 ans, actuellement en fort développement, a notamment bénéficié d'une couverture médiatique sur la chaîne américaine CNN.

http://ecoaustral.com/synergie-jeunes-invite-des-facilitateurs-de-la-cooperation-entrepreneuriale-inter-iles

BUSINESS MAGAZINE

Économie bleue

Maurice et l'Australie unissent leurs forces

Maurice pourrait s'appuyer sur la solide expertise de l'Australie pour développer son industrie océanique. Cette collaboration a démarré sur les bons rails.

Joanna SEENAYEN

Depuis 2006, malgré les grandes annonces de nos politiques et les recherches entamées par le Mauritius Research Council, l'économie bleue n'a pas émergé. Ce pilier en devenir est resté en gestation. Et pourtant, le potentiel d'une telle industrie serait considérable si l'on parvenait à la développer quand on sait que depuis l'extension du plateau continental, notre zone économique exclusive (ZEE) s'est agrandie et s'étend désormais sur une superficie de 2,3 millions de kilomètres carrés, soit quatre fois la superficie de la France.

Jusqu'ici, les études préliminaires ont relevé qu'une série d'activités pourraient être développées : l'aquaculture marine, l'industrie des algues, la culture de perles, le traitement des produits de la mer, le tourisme océanique, l'énergie marine renouvelable, la biotechnologie marine, le dessalement de l'eau de mer, l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures, entre autres.

Aujourd'hui, l'espoir renaît à nouveau. L'Australie montre, en effet, des dispositions à aider Maurice à développer l'économie bleue. Du 21 au 24 novembre, le *Senior Trade Commissioner* de l'Australian Trade Commission pour l'Afrique subsaharienne, Kym Fuligrabe, était en mission à Maurice pour discuter de l'éventualité d'une collaboration entre Maurice et l'Australie pour le développement de leurs industries océaniques respectives. De son côté, le haut-commissariat australien à Maurice a agi comme facilitateur pour la tenue de plusieurs ateliers de travail où les représentants de l'Institut océanique de Maurice, de l'Université de Maurice, du ministère de l'Économie océanique, de l'Albion Fisheries Research Center et des organisations non gouvernementales engagées dans le secteur marine ont pu interagir avec le Dr Andy Steven et le Dr Mat Vanderklift, chercheurs à la Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation. L'objectif de ces échanges était, avant tout, de trouver des avenues de partenariat entre Maurice et l'Australie dans le domaine de l'industrie océanique.



Crédit photo : COI

L'industrie océanique contribue à hauteur de 44 milliards de dollars à l'économie australienne

L'apport de l'expertise australienne pourrait s'avérer crucial pour Maurice. L'industrie océanique contribue à hauteur de 44 milliards de dollars à l'économie australienne. Les autorités australiennes entendent doubler ce chiffre d'ici à 2025 et voient Maurice comme un partenaire de choix étant donné ses ambitions de faire de l'économie bleue un pilier économique.

ACCORDS AVEC L'UNIVERSITÉ MACQUARIE

Par ailleurs, l'Institut océanique de Maurice a récemment signé des accords de principe avec l'Université Macquarie d'Australie pour un partage d'expertise en matière de biodiversité. «*Nous envisageons désormais la recherche dans des domaines tels que la pharmaceutique et l'océanographie satellitaire avec l'Université Macquarie. Un accord de principe a également été signé avec la Commission de l'océan Indien pour un soutien financier*», soutient-on du côté de l'Institut océanographique de Maurice.